

[Text]

Mr. Richardson: Obviously, Mr. Chairman, the long range patrol aircraft which we have been discussing in several contexts earlier today will give us the very most advanced capability for surveillance. In addition to that equipment there is a review taking place, with a number of departments involved, on the best means to implement or to follow up the decisions made at The Law of the Sea Conference.

Mr. Crouse: Mr. Chairman, it is my understanding that it will take approximately \$1 billion to replace the Argus. Is there any indication that the Minister has agreement from his colleagues that such a project of replacement will be approved?

Mr. Richardson: We never have used that figure of \$1 billion. That has been bandied about by some people but it is obvious that some replacement can be made well under that kind of expenditure.

Mr. Crouse: I have one final question then, Mr. Chairman. I am a firm believer in NATO and in the benefits that accrue to Canada as a result of NATO. We have a seat, as I understand it, on the European Conference on Security and Co-operation because we are a NATO power. I have noted the figures that are on page 15-28 which show a decrease in our contributions to NATO's collective defence measures. The Minister a moment ago, in answer to a question by another member of the Committee, stated that we plan to maintain our membership in the NATO alliance and we intend to maintain our commitments. I ask you, sir, how do you improve and maintain our commitments with reduced funds which, under inflation, which is rampant in Europe, become less and less? How are you going to improve our position with less funds, in view of the inflationary spiral which exists today?

Mr. Richardson: Mr. Chairman, I think the answer there is that the figures the hon. member is pointing out are for the infrastructure. Those figures, at \$17, \$18 or sometimes it is \$20 million, really do not represent the cost of our contribution to NATO. It is a very much higher figure and it appears on page 15-7. You will note that for this year \$412 million is our cost to participate in NATO.

The figure that you have referred to is one that all of the participating countries provide in order to build roads and airports and pipelines—literally services—but really has very little to do with their military capability, their equipment or their payroll.

• 1650

Mr. Crouse: But your projected figures, Mr. Minister, on page 15-18 all show a decrease in upcoming years.

Mr. Richardson: Could you indicate the item?

Mr. Crouse: Yes. It is: "Contribution to NATO Collective Defence Measures", on page 15-18. They are all showing a decline for 1974 and for future-year requirements.

[Interpretation]

M. Richardson: Il est évident, monsieur le président, que l'avion de reconnaissance à longue portée qui a été mentionné à plusieurs reprises nous permettra justement d'assurer au mieux cette tâche de surveillance. En outre nous sommes en train d'examiner de concert avec d'autres ministères comment mettre en œuvre les décisions arrêtées à la Conférence sur les droits de la mer.

M. Crouse: Monsieur le président, il paraît qu'il faudra un milliard de dollars pour remplacer l'Argus. Le ministre pourrait-il nous dire si ce projet de remplacement a été approuvé.

M. Richardson: Je n'ai jamais avancé le chiffre d'un milliard. Ce montant a été cité mais il est évident que ce remplacement ne devra pas coûter autant.

M. Crouse: J'ai une dernière question monsieur le président. Je suis un partisan convaincu de l'OTAN et des avantages que le Canada en retire. C'est justement en tant que membre de l'OTAN que nous participons à la Conférence européenne sur la sécurité et la coopération. Or d'après les chiffres figurant à la page 15-29, les chiffres de notre contribution aux mesures collectives de défense sont en diminution. En réponse à une question posée il y a quelques instants par un autre membre du Comité, le ministre a déclaré que nous comptons rester membres de l'Alliance atlantique et de respecter nos engagements. Or comment comptez-vous respecter nos engagements tout en diminuant les fonds attribués à cette fin et ce d'autant plus que l'inflation galopante qui sévit actuellement en Europe réduit encore davantage ces montants. Comment comptez-vous améliorer notre position tout en diminuant les fonds alors que l'inflation est galopante?

M. Richardson: Monsieur le président, les montants cités par le député sont affectés à l'infra-structure. Ces montants, soit \$17, \$18, ou \$20 millions de dollars ne représentent pas en effet notre contribution à l'OTAN. Celle-ci est de loin supérieure et figure à la page 15-7. Vous remarquerez en effet que pour l'année en cours, notre participation à l'OTAN s'est élevée à \$412 millions de dollars. Le chiffre dont vous avez parlé représente la contribution de chacun des pays participants pour la construction de routes, d'aéroports, d'oléoducs, en d'autres termes la contribution aux différents services, mais cela compte vraiment très peu pour ce qui est de leur capacité militaire, de leur équipement ou de leur personnel.

M. Crouse: Cependant, vos prévisions, monsieur le ministre, à la page 15-19 indiquent toutes une diminution pour les années à venir.

M. Richardson: Pourriez-vous me dire de quelle rubrique vous parlez?

M. Crouse: Oui. Il s'agit de: «Contribution aux membres collectifs de défense de l'OTAN», à la page 15-19. Tous les chiffres indiquent une diminution pour 1974 et pour les prochaines années.